C’est à Causeur que Souad Ayada a choisi de confier sa philosophie sur la réforme du lycée et plus généralement sur l’état de l’école en France, son « rêve », dit-elle. Face aux questions décomplexées de Causeur, les réponses de la présidente du CSP sont tout autant décomplexées et le rêve tourne au cauchemar.

Une parenthèse autobiographique – une réussite qui a permis « *d’échapper aux déterminismes sociaux* » – lui donne l’occasion de désigner l’adversaire : « *les politiques cyniques et les élites intellectuelles gagnées à la déconstruction dans ce processus d’épuisement de notre modèle scolaire* ». Car la chose est entendue : en écho au porte-parole du gouvernement qui assimile les enseignants à des « *criminels* », Souad Ayada désigne également les coupables, ses coupables : avec une hargne toute brighellienne, elle s’emporte contre « *l’influence considérable des constructivistes, de ceux qui défendent l’idée que l’élève construit ses savoirs et que le maître n’est donc pas le tenant d’un savoir qu’il transmet* ». Docteure en philosophie et inspectrice générale de l’EN, son éloignement manifeste des salles de classe et sa méconnaissance des réalités du terrain lui permettent d’aligner les poncifs comme des perles ; ainsi sur « *l’inflation des métadiscours, par exemple ceux qui affirment la nécessité d’apprendre à apprendre, de comprendre et de critiquer avant d’apprendre quoi que ce soit.* » Dit autrement, pour la présidente du CSP, apprendre sans comprendre est la finalité première de l’école.

Nullement déconcertée, encore moins choquée par les questions scabreuses et caricaturales posées par les intervieweurs (les « *discours pédago-youplaboum* »…) Souad Ayada affiche clairement sa vision profondément réactionnaire de l’école, de l’éducation, de la société (dont « *l’affaissement intellectuel et culturel* » l’afflige) et sa nostalgie pour l’époque où – dit-elle – les professeurs de lycée parisiens « *pouvaient vivre boulevard Raspail* »… époque bénie, certes, où les études secondaires, payantes, étaient réservées aux seuls milieux favorisés par la naissance.

Mais chez Causeur, les fondamentaux font rapidement surface et la critique de l’école est surtout l’occasion de relancer la question identitaire, une question qui ne déstabilise nullement la présidente du CSP, aventurée dans des terres qui outrepassent sérieusement le cadre de sa fonction. Comme la chose était prévisible, c’est l’enseignement de l’histoire qui lance le signal du dérapage : pour Ayada, « *l’enseignement de l’histoire doit aujourd’hui, plus que jamais, promouvoir le sentiment d’appartenir à la nation.* » Un enseignement, précise-t-elle basée sur « *les dates et les acteurs de l’histoire* », qu’elle confond d’ailleurs avec les repères chronologiques. Dérivant vers une conception mystique et biologique de la vie en société, elle dénonce la « *haine de la France* » perceptible dans « *une partie des élites et des médias* », une société qui ne peut se construire sans « *relation charnelle à un pays et à une histoire* ». Relation charnelle ? Cette représentation quasi religieuse et bien peu rationnelle de la citoyenneté prend sens dans la finalité ultime attribuée à l’école qui, pour Ayada doit « *redevenir un lieu désintéressé et rétif aux pressions sociales de tous ordres* », autrement dit une école à l’écart du monde, de la contestation, des conflits, une école où chacun apprend à rester à une place définie à l’avance par un ordre politique et social jamais remis en cause ni même interrogé. Ou par la divine providence…

Pas davantage sur ce point que sur les autres, la présidente du CSP ne sera en conflit avec son ministre de tutelle, rejoignant les « *évidences* » plusieurs fois exprimées par ce dernier sur l’enseignement de l’histoire : « *La question de l’amour de notre pays est absolument fondamentale. Elle est à la base de tout …] Il faut aimer son pays comme on doit aimer sa famille, ses camarades. Il faut, surtout quand on est petit, avoir un récit chronologique permettant de se repérer. Ça paraît une évidence* » ([Blanquer, 19/05/2017).

Souad Ayada peut bien mettre en avant la recherche de la « *vérité historique* », l’exigence de rigueur scientifique, en réalité, chez elle comme chez Blanquer, comme chez tous les tenants du roman national, la rationalité s’arrête à la porte de l’enseignement de l’histoire, un enseignement

réduit à une fonction étroitement normative : assigner dès l'enfance à chaque individu une identité arbitraire, complètement artificielle, censée conditionner son comportement futur. De cette assignation nationale forcée au rejet de l'autre, il n'y a qu'un pas, que Souad Ayada franchit sans état d'âme dans une charge virulente contre l'immigration, dénonçant « *l'éloge béat de la différence* » et le « *mépris de soi quand on n'exige pas le respect, la connaissance et la reconnaissance des principes et des valeurs qui font la nation française.* »

Dans cet entretien à Causeur, Souad Ayada reprend à son compte tous les éléments de la dialectique caractéristique de l'extrême-droite : une lecture raciste/racialiste de la question scolaire conduit de la détestation de la pédagogie au refus de l'immigration par l'intermédiaire d'une obsession identitaire ouvertement revendiquée. Or, c'est à Souad Ayada, en tant que présidente du CSP, que la loi d'orientation (2013) a confié la charge de présenter au ministre de l'EN des avis et des propositions sur « *la conception générale des enseignements dispensés aux élèves* », autrement dit d'inspirer la politique éducative de la France pour les prochaines années.

Ce n'est pas un hasard, mais le choix délibéré d'un ministre, qui a conduit Souad Ayada à la tête d'un organisme qu'elle met « *au service du ministère et articulé à une volonté politique.* » Et ce n'est pas non plus un hasard si cette volonté politique fait régulièrement l'objet des commentaires les plus flatteurs venus de la mouvance d'extrême-droite : « *Jean-Michel Blanquer reprend à son compte nos idées sur l'école. Je ne peux que m'en féliciter. C'est une victoire idéologique pour nous, et une défaite des pédagogistes, qui ont fait tant de mal au pays !* » (Marine Le Pen dans le cadre du forum Ecole et Nation, 08/12/2017)